

Université de Bejaia.

Niveau 3^{ème} année (Histoire)

Module : *Faits (questions) arabes contemporaine.*

Enseignant chargé du cours : Nouredine ZERKAOUI

Cours n°1 : **les projets (plans) à caractère colonialiste envers le Monde Arabe.**

Introduction :

Le monde arabe fut l'une des régions les plus convoitées à travers les siècles ; mais depuis le 19^{ème} siècle, cette région devenue un espace de convoitise, de dispute et, par conséquent, de conflits puis de partage entre les grandes puissances de l'époque.

Alors, quels sont les raisons de cette convoitise ?

Quels sont ces projets (plans) qui visent le monde arabe ?

Quelles sont les puissances qui disputent cette sphère géographique ?

Quelles conséquences engendrés par ces différents plans sur le monde arabe ?

1 - Le rapport Campbell Bannerman de 1907 :

À l'époque des rivalités coloniales, la Grande-Bretagne appela à la formation d'un haut comité composé de sept Etats européens, qui remit à son premier ministre Henry Campbell-Bannerman, en 1907, un rapport dans lequel étaient soulignés les dangers potentiels représentés par les pays arabes, l'Empire ottoman et la population arabo-musulmane qui vivaient dans ces provinces.

La Grande-Bretagne avait planifié les printemps arabes au tout début du 20^{ème} siècle...

En 1907¹, Campbell Bannerman, à l'époque Premier ministre britannique, avait fait un rapport tenu dans le secret absolu jusqu'à tout récemment. Ce rapport stipule que les Arabes contrôlent de grands territoires riches en ressources naturelles et dominant les grands passages interrégionaux. Ils sont le produit de grandes civilisations, sont unis par une histoire commune, une même religion, une même langue et portent les mêmes aspirations. Aucune barrière naturelle ne les sépare les uns des autres et ils peuvent, s'ils le veulent, se constituer en un seul Etat qui pourrait devenir une superpuissance mondiale.

Le rapport Bannerman avait établi le plan suivant :

- promouvoir la désintégration, des dissensions et des divisions dans la région ;
- mettre en place des entités politiques faibles et artificielles (Créer des micro-Etats) contrôlées par les puissances impérialistes régionales, et les placer sous la tutelle des puissances coloniales.

¹ - En fait, le rapport fut le résultat des tractations et de discussions entre plusieurs puissances qui avaient débuté depuis 1905.

- lutter contre toute sorte d'affinités intellectuelles, religieuses ou historiques et prendre des mesures pratiques pour fractionner les habitants de la région ; trouver les moyens pratiques pour fractionner populations et territoires (autrement dit, Combattre toute velléité d'unité).

-Œuvrer pour la création d'un "Etat-tampon" en Palestine, par l'implantation d'une barrière humaine, allogène et solide, de sorte que celle-ci puisse former une puissance opposée aux populations autochtones et épouser les intérêts des Etats européens.

Au vu de ces considérations, les autres Etats du monde devraient, selon Campbell, planter en plein cœur de ces pays un corps étranger pour les diviser, les désunir et les affaiblir.

Nul doute que les recommandations du comité Campbell-Bannerman délivrèrent aux Juifs une sorte de visa d'entrée en Palestine. C'était le feu vert donné à la politique britannique et au mouvement sioniste pour déraciner la Palestine de son milieu arabe et planter à la place un noyau colonial afin d'assurer l'hégémonie de ces puissances dans la région. Pour atteindre cet objectif, on a implanté Israël en plein cœur de la Palestine, soit, selon le rapport Bannerman, une «forte présence étrangère hostile à ses voisins, solidaire avec les pays européens et au service de leurs intérêts». Car ce corps étranger (l'Israël) y octroyé d'un rôle : épuiser les pays du Moyen-Orient et du Golfe par des guerres sans fin et permettre à l'Occident de les asservir et les exploiter. Ainsi fut donné un feu vert au noyau colonial dans la région ; après, Les projets de dominations et de contrôle de la région se succédèrent alors.

2- l'accord Hussein-Mahon (1915).

La première guerre mondiale témoigna de l'importance que revêtait la Palestine aux yeux des deux colonisateurs sioniste et britannique. Durant le conflit mondial, des contacts secrets se mirent en place, sous la forme d'une correspondance entre le chérif Hussein et sir Henry Mac-Mahon. (...)

Dans la première communication (datée du 14 juillet 1915), Hussein révélait à son correspondant les limites des États arabes auxquels la Grande-Bretagne se devait de reconnaître l'indépendance (en faisaient partie : la Péninsule arabique, L'Irak/la Mésopotamie, la Grande Syrie et les parties de la Turquie -Aden, en tant que base militaire britannique, en était exclue.)

Dans sa réponse (datée du 24 octobre 1915), Mac-Mahon en excluait certaines régions : le littoral syrien (situé à l'ouest des provinces de Damas, Homs, Hama et Alep) et les deux zones d'Alexandrette (Iskenderun) et Marsin. La Palestine, elle, n'était pas exclue. Cette seconde lettre constitue l'accord Hussein-Mahon.

3- L'accord de SYKES-PICOT (16/5/1916) :

En mai 1916, la Grande-Bretagne et la France signèrent en secret l'accord Sykes-Picot (..), par lequel les deux puissances se partageaient l'Orient arabe, en dépit de la correspondance britannique promettant au chérif Hussein l'indépendance de certains États de la région.

La Grande-Bretagne et la France s'accordaient pour diviser les provinces ottomanes de la manière suivante :

- Le littoral syro-libanais serait attribué à la France (zone bleue).

- Le sud Et le centre de l'Irak seraient confiés à la Grande-Bretagne (zone rouge).
- La Palestine serait mise sous administration internationale (zone marron), excepté Haïfa et Saint-Jean d'Acre (zone rouge).
- Une zone d'influence française (zone A) couvrirait l'Etat syrien et la province de Mossoul.
- Une zone d'influence britannique (zone B) couvrirait la Transjordanie et le nord de Bagdad. Ainsi fut produit le dépeçage de la de région Moyen-Orient.

La Déclaration de Balfour 2/11/1917 :

La **Déclaration de Balfour**, c'est à dire, la lettre du ministre britannique des affaires étrangères et ancien Premier ministre **Lord Alfred (Arthur James) Balfour** adressée le 2 novembre 1917 à lord **Walter Rothschild**, un leader sioniste, par laquelle la Grande-Bretagne s'engageait à soutenir un «foyer national pour le peuple juif» en **Palestine**, qui était à cette époque une partie de l'**Empire ottoman**. La **Déclaration de Balfour** faisait partie intégrante des plans impériaux et coloniaux de la région. Elle est survenue presque simultanément avec les accords de **Sykes-Picot**. – dans laquelle il était écrit :

« Cher Lord Rothschild,

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. » Arthur James Balfour.

Le soutien au projet sioniste s'inscrit dans cette catégorie. Theodor Herzl lui-même a fait appel à Cecil Rhodes pour soutenir le projet sioniste en Palestine comme «une action coloniale», alors que Chaim Weizmann s'est engagé à «former une garde très efficace pour le canal de Suez.» Et loin de défendre les droits des juifs confrontés à l'oppression et à la haine en Europe, Balfour en tant que Premier ministre en 1905 a adopté la loi sur les étrangers, spécifiquement destiné à exclure les Juifs d'Europe de l'Est de la Grande-Bretagne.

en 1923, la Société des Nations appuya les déclarations de la Conférence de San Remo et avait confié le « Mandat sur la Palestine » à l'Angleterre, c'est-à-dire la responsabilité d'administrer le territoire qui couvrait la Palestine et la Transjordanie.

Quelle était la raison de l'attitude apparemment favorable de l'Angleterre aux demandes sionistes ? Il y a plusieurs possibilités. Balfour lui-même savait pertinemment que les promesses faites par son gouvernement aux Arabes semblaient pour le moins contradictoires avec celles faites aux sionistes. Sans doute, les besoins britanniques pendant la première guerre mondiale, ainsi que les intérêts à long terme de cet État dans cette région du monde

furent déterminants. Les anglais aient tenu un double discours : un d'apaisement à l'intention des arabes – lorsqu'ils eurent besoin de leur appui pendant la guerre – et un de promesses envers l'aspiration juive pour la Palestine.

La mise en exécution du soutien britannique : le mandat sur la Palestine en 1923

En 1923 l'Angleterre fut nommée responsable de l'administration de la Palestine et de la Transjordanie. Une des premières mesures que prirent les britanniques fut de couper l'administration de la Transjordanie de celle de la Palestine. Rapidement, l'Angleterre reconnut l'autorité d'Abd l'ah ben el Hussein (roi de Jordanie entre 25 mai 1946 et 20 juillet 1951, fils de Hussein- chérif de la mec-) Sur la Transjordanie en déclarant cette région un protectorat (mai 1923) ; en 1946, l'Émirat de Transjordanie fut déclaré indépendant. En 1949, l'émirat adopta le nom de « Jordanie. »

Ainsi, dès 1923, la Palestine était devenue une entité politique indépendante de la Transjordanie. La présence juive fut interdite (en 1921) en Transjordanie. D'autre part, la Palestine allait devenir le lieu de confrontations de plus en plus violentes entre Arabes et Juifs. Cette situation deviendrait rapidement un casse-tête pour les britanniques (voir les guerres arabo-israélienne de 1948, 1956, 1967, 1973 et 1982 avec l'invasion de Liban par Israël et ses répercussions sur la région : les plans et résolutions annoncés pour un règlement « juste et durable » pour le conflit).

Le plan israélien de remodelage du Proche Orient.

Le plan Oded Yinon¹ préconisait, en 1982, le démantèlement pur et simple des Etats arabes. Le plan passe en revue dix-neuf Etats arabes en répertoriant leurs principaux facteurs centrifuges, annonceurs de désintégration. Après une ultime recommandation qui invite Israël à « *agir directement ou indirectement pour reprendre le Sinâï en tant que réserve stratégique, économique et énergétique* », Yinon conclut : « *La décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris l'Égypte, la Syrie, l'Irak et toute la péninsule arabe. Au Liban, c'est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l'Iraq en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël sur son front Est. A court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces Etats. La Syrie va se diviser en plusieurs Etats, suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un Etat alaouite chiite ; la région d'Alep, un Etat sunnite ; à Damas, un autre Etat sunnite hostile à son voisin du nord verra le jour ; les Druzes constitueront leur propre Etat, qui s'étendra sur notre Golan, dans le Hourane et en Jordanie du Nord* ». (voire la carte 1 ci-après)

Le plan américano-israélien" pour le Moyen Orient :

En septembre 2002, Michael Ledeen² a publié un rapport voici un extrait : " D'abord nous devons en finir avec les régimes terroristes, à commencer par les trois grands : Iran, Irak et Syrie. Puis nous nous occuperons de l'Arabie saoudite. ... Nous ne voulons de stabilité ni en

¹ - Oded Yinon : analyste du ministère israélien des Affaires étrangères.

² - Michael Ledeen : membre du groupe des néoconservateurs de Georges Bush.

*Irak, ni en Syrie, ni au Liban, ni en Iran ou en Arabie saoudite. Nous voulons que les choses changent. La question n'est pas de savoir s'il faut déstabiliser mais comment le faire.*¹

Au lendemain des attentats du 11 septembre à New-York, les Etats-Unis et Israël, ayant désormais les coudées franches au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste, entreprenaient, sur plusieurs années, un remodelage des pays arabo-musulmans, qui vont du Maghreb au Pakistan. Excitant divers prétextes pour convaincre la communauté internationale à les suivre - ou au moins à les laisser faire – cet « axe du Mal » allait utiliser la puissance militaire et les moyens subversifs pour réaliser cette recomposition au service de leurs intérêts géostratégiques bien compris. Dix jours après les attentats du 11 septembre, Donald Rumsfeld, le chef du Pentagone, présentait au général Wesley Clark (interview de celui-ci le 2 mars 2007) un mémo dans lequel il est précisé que sept pays arabo-musulmans devaient « passer à la casserole » : l’Afghanistan, l’Irak, la Libye, le Liban, la Syrie, le Soudan et l’Iran.

L'idée maîtresse du plan, qui est de balkaniser le Monde Arabo-musulman « utile » est aujourd'hui ouvertement admise par des membres ou des conseillers importants des gouvernements américain et israélien. Cette politique du « diviser pour régner » sous forme de *taïfas*².

Autre plan israélien proposé par, Avi Dichter, ministre israélien, avait déclaré au journal égyptien *Al-Ahram* des 5 et 11 novembre 2009 : « La déstabilisation du Soudan est un objectif stratégique pour Israël, alors qu’un Soudan stable et fort renforcerait les Arabes et leur sécurité nationale.... Eliminer le rôle du Soudan pourrait être mené à bien par la continuation de la crise au Darfour, maintenant que la gestion du Sud a été réglée. »

On ne peut pas être plus explicite quant à l’implication des sionistes dans les guerres civiles qui déstabilisent les pays arabes. Après le démantèlement de la Syrie et des autres pays arabes, le plan israélien vise à construire le grand Israël ci-dessus.

Le plan américain de Brezinski³

Après la chute du bloc de l'Est soviétique, Brzezinski réactualise sa théorie en s’inspirant du principe de l'« arc de crise » (zone géopolitique allant de l'Egypte au Pakistan) de l'islamologue britannique juif et sioniste, Bernard Lewis. Il préconise une stratégie « islamiste » dans la zone d'influence russe allant de la Turquie à l'Afghanistan, proposant de «balkaniser» le Moyen-Orient musulman pour créer des mini Etats pétroliers plus faciles à contrôler que les Etats souverains à forte identité. De la même manière, établir des régimes

¹ - Michael Ledeen, "*The War against the Terror Masters* (Guerre contre les maîtres de la terre), Sept 2002

² - l'ère des taïfas c'est une époque des taïfas andalouses (1031 à 1492), qui annonçait l'élimination totale des arabo-berbères d'Andalousie. Une taïfa (mot arabe) est un petit royaume andalou. Durant les périodes d'instabilité politique et de décadence, l'Andalousie a été, sous les coups de boutoir des rois catholiques espagnols, morcelée en plusieurs *taïfas*, sortes de **micros émirats**. Le roitelet d'une taïfa est généralement faible et dépend de la protection d'un suzerain catholique. Les armées chrétiennes y effectuent périodiquement des razzias pour tirer butin, otages, esclaves ou encore, imposer aux taïfas de payer un paria (tribut). Voir : encyclopédie universelle numérique *Universalis* ; La rousse en ligne.

³ - Zbigniew Brezinski : politologue américain, conseiller à la sécurité nationale US de 1977 à 1981, le plan issu de son livre « Le Grand Échiquier » qui stipule : divise le monde en « zones dures ».

islamistes en Afrique du Nord permettrait d'ériger un autre rempart entre l'Europe d'une part, et l'Afrique-Asie de l'autre. Des régimes pro-terroristes aux flancs de l'Europe, de la Russie, de la Chine et de l'Inde ne peuvent qu'affaiblir ces grands concurrents des USA.

Au vu de cette théorie politique sous-jacente qui défend une sorte de nouvelle Guerre Froide, on comprend mieux les positions défendues par les Etats-Unis au Moyen-Orient et leurs véritables motivations à long terme dans la région. De ce point de vue, les récentes demandes de l'administration Obama rentrent parfaitement dans le cadre de la politique Brzezinski.

Sur les ruines des états démantelés, arabes (Irak, Syrie, Arabie, Soudan, Libye, Algérie,...) et non arabes (Iran, Afghanistan, Pakistan, etc.), on installera des micro-califats islamistes et sous protection américaine, à l'instar des émirats du Golfe (Qatar, Koweït, EAU, Oman) ou des *taïfas* andalouses. On comprend pourquoi tous les islamistes travaillent de concert avec cette politique US : abrutissement systématique des populations, élimination des présences européennes au profit de l'Amérique et de ses agents arabes. Chaque chef islamiste se voit comme le calife de son bout de territoire que va lui concéder les US, à la condition qu'il soit aussi sage et avisé que les émirats et les rois du pétrole actuels.

Le plan Piper¹ : abordait la question de la déstabilisation et de la "destruction créatrice" du Moyen Orient Il écrit : « *La guerre contre l'Irak est menée à des fins beaucoup plus larges qu'un simple « changement de régime » ou une "élimination des armes de destruction massive"; mais d'abord et avant tout dans le cadre d'un effort global pour établir les États-Unis comme l'unique superpuissance internationale, ...; ce n'est qu'une première étape d'un plan de longue durée et de grande envergure visant à déployer des frappes encore plus agressives contre l'ensemble du Moyen-Orient arabe, afin de "refaire le monde arabe" pour assurer la survie - et élargir la puissance - de l'état d'Israël* ».

En juin 2006, une carte fort parlante du futur Moyen-Orient a été publiée par la prestigieuse revue militaire américaine AFJ (Armed Forces Journal), intitulée "*Redrawing the Middle East Map*", voir la carte ci-après. Elle recompose le Moyen-Orient sur des critères ethniques et religieux. La carte inclut tout ce qui se trouve dans un triangle Turquie-Afghanistan-Yémen, tel que les stratèges américains le souhaitaient à l'époque, et dont l'objectif global reste d'actualité. Ce document confirme ainsi que les instances militaires et politiques des Etats-Unis se sont résolument engagées dans ce domaine de charcutage du Monde Arabe, et qu'ils n'hésitent plus à l'officialiser. En même temps, il confirme que cette entreprise doit se faire en adéquation avec Israël. (voir la carte n°3)

Le projet du "Grand Moyen Orient" (G.M.O) ²

Le 11 Septembre 2001, les tours jumelles du World Trade Center s'effondrent sous l'impact de deux avions de ligne. A leurs bords, des « terroristes islamistes » d'origine Saoudienne.

¹ - Michael Collins Piper, écrivain américain, il travaille pour le Pentagone (ministère de défense américain). Issu de son livre *The high priests of war*, paru en 2004.

² - d'après le livre Au cœur des services spéciaux d'Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE français.

Les États-Unis, gendarmes du monde occidental, l'USA l'utilise comme un prétexte de sa nouvelle politique « guerre préventive » baptisée « guerre contre le terrorisme ».

Au lendemain de ces attaques le président Bush et ses conseillers (D. Rumsfeld, D. Cheney, P. Wolfowitz) cherchent à comprendre cette « haine » exprimée envers leur pays, en particulier au Moyen-Orient. Selon eux les violences physiques ou verbales exprimées par les terroristes, les fondamentalistes religieux ou encore les hommes politiques proviennent du rejet des idées et des valeurs occidentales : la liberté et la démocratie. La « guerre contre la terreur » aura donc pour objectif d'éradiquer les foyers de terrorisme et de démanteler *Al-Qaïda* tout en développant des liens consensuels avec les gouvernements et les populations des pays du Moyen-Orient. C'est ainsi que l'idée d'une restructuration du Moyen-Orient s'est progressivement développée dans les arcanes du pouvoir américain.

« Tant que cette région sera en proie à la tyrannie, au désespoir et à la colère, elle engendrera des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des Américains et de leur alliés. Nous soutenons les progrès démocratiques pour une raison purement pratique : les démocraties ne soutiennent pas les terroristes et ne menacent pas le monde avec des armes de destruction massive. » Discours de George W. Bush au Congrès, le 4 février 2004.

Avec l'occupation américaine de l'Irak et sa division en trois régions sur des critères communautaires le processus de « balkanisation » paraît reprendre dans la région. Certes l'Irak demeure un Etat unifié, Mais à terme l'éventuelle division de l'Irak en deux ou trois Etats pourrait entraîner une nouvelle vague de fragmentation étatique au Moyen-Orient car les ferments de division internes existent toujours au Liban, mais aussi en Syrie, et au Yémen.

Le projet américain de « Grand Moyen Orient » s'appuie sur le constat de la faillite de l'Etat nation dans cette région puisque les clivages communautaires empêchent l'émergence d'une véritable nation dans un Etat unitaire. Le raisonnement des « faucons » américains est simplistes : dans les cas où une minorité contrôle le pouvoir (alaouites en Syrie et arabes sunnites dans l'Irak de Saddam Hussein), le régime bloque toute ouverture démocratique car la minorité perdrait le pouvoir dès les premières élections libres. Dans le cas où la majorité (ethnique ou religieuse) domine l'Etat (Turquie, Arabie Saoudite, Iran, etc.) les minorités sont opprimées et souvent invitées à quitter le pays. Démocratiser le Proche-Orient exige, selon les « faucons » américains, un redécoupage territorial sur des critères communautaires ou tout du moins le passage d'Etats centralisés à des Etats fédéraux dans lesquels les différentes communautés seraient en sécurité (fig.3 « **Before** » et fig. 4 « **After** »)

Un Irak fédéral divisé en trois entités (kurde, arabe sunnite et arabe chiite) est plus facile à dominer qu'un Irak centralisé, une Syrie qui subirait le même sort (partition de la région alaouite et du nord-est kurde) serait moins rigide face à Israël¹.

Le Projet de Grand Moyen-Orient concerne également les pays alliés des États-Unis, notamment la Turquie qui serait amputée des territoires kurdes et la monarchie Saoudienne

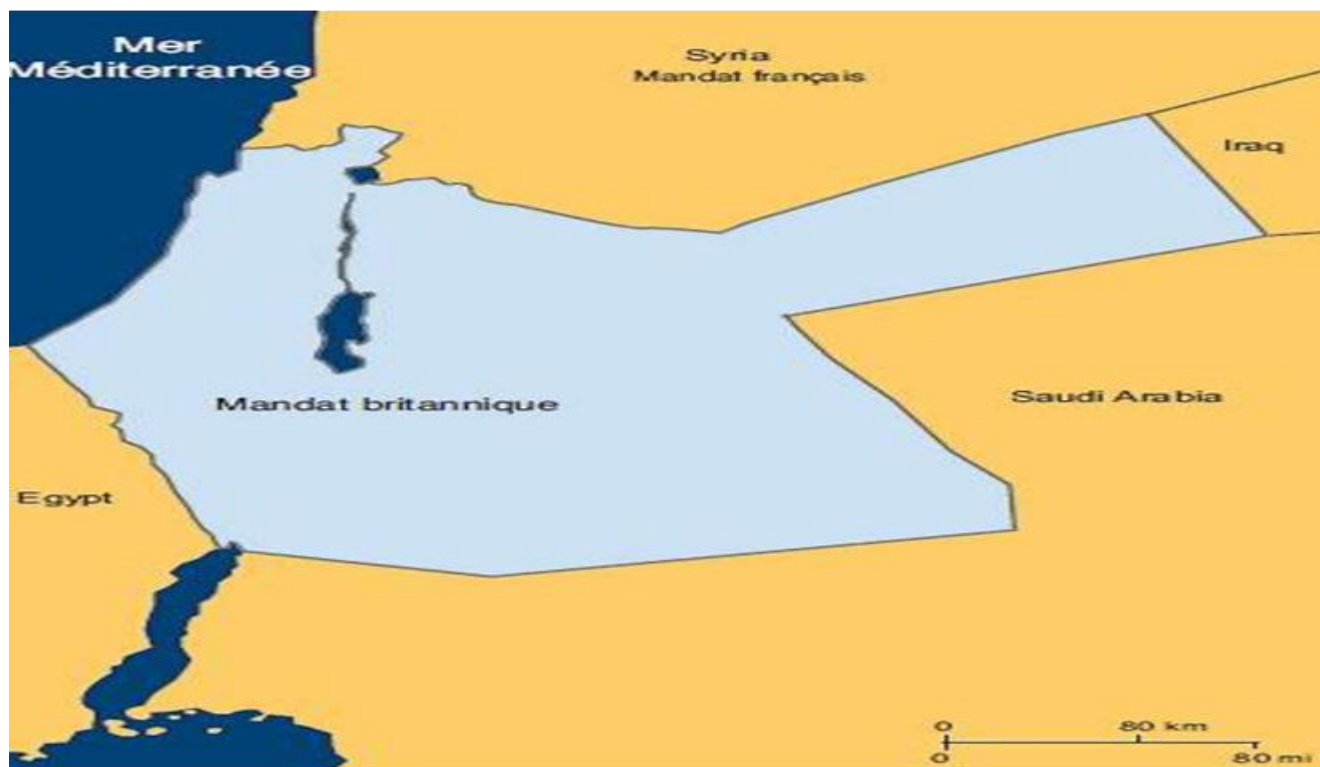
¹ - Le Sud-Ouest de l'Iran, sur les bords du Golfe persique, est peuplé par des arabes. L'Araboustan n'a aucune existence politique mais dans de nombreux manuels scolaires dans le monde arabe il apparaît comme un Etat indépendant.

privée du Hassa chiite où se concentrent les réserves en hydrocarbure du pays ainsi que des lieux saints, puisque le Hedjaz deviendrait un « Islamic sacred state »¹. Le processus de « démocratisation » et par conséquent de fragmentation est à géographie variable : l'Irak est redécoupé dans le but officiel de donner à chaque communauté un territoire de référence dans lequel elle se sentira en sécurité, mais dans le même temps le gouvernement de Sanaa est libre d'écraser la contestation zaydite (d'obédience chiite).

Faut-il rappeler que le Moyen-Orient produit un tiers de la consommation mondiale d'hydrocarbures et concentre les deux tiers des réserves mondiales. Cette donnée géopolitique est fondamentale pour comprendre la sollicitude des États-Unis à l'égard de cette région du monde. Le deuxième axe de la politique américaine est la protection de l'Etat d'Israël, car ce dernier est l'allié le plus sûr des États-Unis dans la région, tout comme la Russie qui a contribué au cours des deux derniers siècles à la création de petits Etats dans leur périphérie.

Annexes :

Carte n°1



¹ - L'Arabie Saoudite serait ainsi privée de ses deux atouts essentiels : le pétrole et la légitimité religieuse qui permettent l'expansion du wahabisme.

Carte n°2

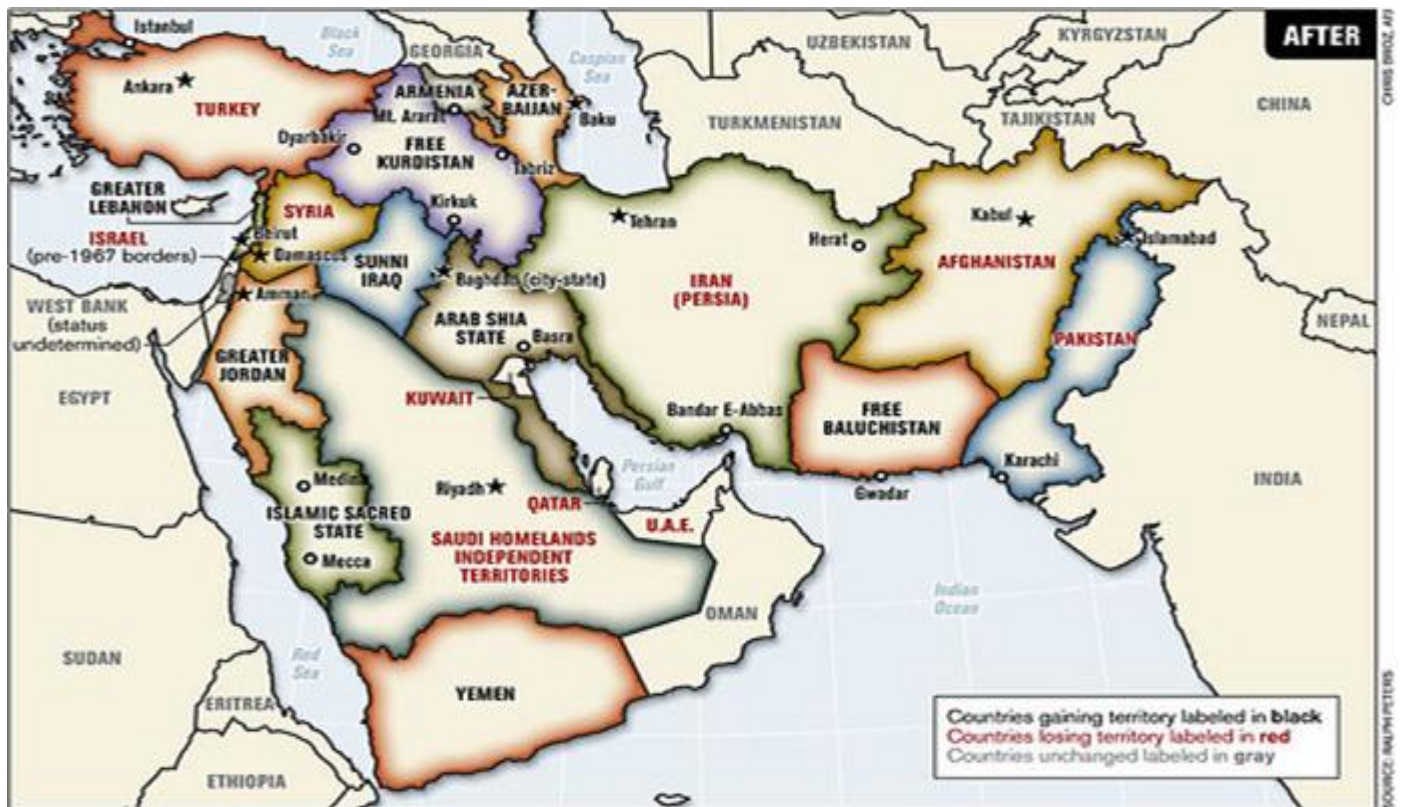


Carte n°3

Redrawing the Middle East map



Carte n°4



Bibliographie suggérée

Antionus, George. *The Arab Awakening*. New York : Capricorn Books, 1965.

Khouri, Fred J. *The Arab-Israeli Dilemma*. Syracuse : Syracuse University Press, 1985.

Laqueur, Walter, & Bayy Rubin, ed. *The Israel-Arab Reader : A Documentary History of the Middle East Conflict*. New York : Penguin books, 1984.

Yahya Armajan. *Middle East, Past and Present*. Englewood Cliffs : Prentice-Hall, 1970.

MANTRAN, Robert, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989

CORM, Georges, *L'Europe et l'orient, de la balkanisation à la libanisation : histoire d'une modernité inaccomplie*, La Découverte, Paris, 1991

SEOUDI, Noureddine, *La formation de l'orient arabe contemporain 1916-1939*, l'Harmattan, Paris, 2005

KHOURY, Gérard D, *La France et l'Orient arabe*, Albin Michel, Paris, 2009

ANTONIUS, George, *The Arab Awakening, The story of the arab national movement*, Librairie du Liban, Beyrouth, 1974

LAURENS, Henry, *L'Orient arabe, Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Armand Colin, Paris, 1993

LAURENS, Henry, *La question de la Palestine, L'invention de la Terre Sainte*, T1 1799-1922, Fayard, Paris, 1999